

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PREFECTURE DES VOSGES

BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES

ARRETE

N°181/2007

**Autorisant la SOCIETE CIMEST à poursuivre l'activité
de production de pièces en matières plastiques dans son usine située
sur le territoire de la commune de Rupt-sur-Moselle**

Le Préfet des Vosges,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande d'autorisation déposée le 1^{er} mars 2005 et complétée le 7 septembre 2005, par laquelle M. Bruno BRUNNEVAL, Directeur de la Société CIMEST, dont le siège social se trouve le Plain du Saut – 10, Route de Vecoux – 88360 RUPT-SUR-MOSELLE sollicite l'autorisation de poursuivre l'activité de production de pièces en matières plastiques dans son usine située sur le territoire de la commune de Rupt-sur-Moselle,

VU l'avis de classement de l'inspecteur des installations classées en date du 21 octobre 2005,

VU la décision N° E05000424 en date du 15 novembre 2005 du Président du Tribunal Administratif de Nancy, désignant M. Gilbert GRAMOND, en qualité de commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 2463/2005 du 22 novembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune de Rupt-sur-Moselle du 13 décembre 2005 au 13 janvier 2006 inclus,

VU les avis des Conseils Municipaux et des services consultés,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus à la Préfecture le 23 février 2006,

VU les arrêtés n° 1039/2005 du 27 avril 2006 et n° 3678/2006 du 9 novembre 2006 prolongeant le délai d'instruction imparti au Préfet par l'article 11 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour statuer sur la présente demande,

VU les rapport et projet d'arrêté en date du 5 décembre 2006 établis par l'inspecteur des installations classées,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires dans sa séance du 20 décembre 2006,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 27 décembre 2006,

CONSIDERANT que ce dernier n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté,

CONSIDERANT que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

A R R E T E :

TITRE 1	PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	6
CHAPITRE 1.1	BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
Article 1.1.2	Suppression des prescriptions relatives aux actes administratifs antérieurs au présent arrêté ...	6
Article 1.1.3	Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....	6
CHAPITRE 1.2	NATURE DES INSTALLATIONS.....	6
CHAPITRE 1.3	CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	7
CHAPITRE 1.4	MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITE.....	7
Article 1.4.1	Porter à connaissance	7
Article 1.4.2	Equipements abandonnés	7
Article 1.4.3	Changement d'exploitant.....	7
Article 1.4.4	Cessation d'activité	7
CHAPITRE 1.5	DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	7
CHAPITRE 1.6	RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	8
CHAPITRE 1.7	CONTROLES ET ANALYSES	8
TITRE 2	GESTION DE L'ETABLISSEMENT	8
CHAPITRE 2.1	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	8
Article 2.1.1	Objectifs généraux.....	8
Article 2.1.2	Consignes d'exploitation	8
CHAPITRE 2.2	RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	9
Article 2.3.1	Propreté.....	9
Article 2.3.2	Esthétique	9
CHAPITRE 2.4	DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	9
CHAPITRE 2.5	INCIDENTS OU ACCIDENTS	9
CHAPITRE 2.6	DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	9
TITRE 3	PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	10
CHAPITRE 3.1	CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	10
Article 3.1.1	Dispositions générales.....	10
Article 3.1.2	Pollutions accidentelles.....	10
Article 3.1.3	Odeurs	10
Article 3.1.4	Voies de circulation.....	10
Article 3.1.5	Emissions et envols de poussières.....	11
CHAPITRE 3.2	CONDITIONS DE REJET.....	11
Article 3.2.1	Dispositions générales.....	11
Article 3.2.2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	11
TITRE 4	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	12
CHAPITRE 4.1	PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU	12
Article 4.1.1	Approvisionnement	12
Article 4.1.2	Consommation d'eau.....	12
Article 4.1.3	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	12
Article 4.1.4	Mise en service et cessation d'utilisation d'un forage en nappe	12
CHAPITRE 4.2	COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	12
Article 4.2.1	Dispositions générales.....	12
Article 4.2.2	Plan des réseaux.....	13
Article 4.2.3	Entretien et surveillance	13
Article 4.2.4	Protection des réseaux internes à l'établissement.....	13
Article 4.2.5	Protection contre des risques spécifiques.....	13
Article 4.2.6	Isolement avec les milieux	14

CHAPITRE 4.3	TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	14
Article 4.3.1	Identification des effluents.....	14
Article 4.3.2	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	14
Article 4.3.3	Entretien et conduite des installations de traitement.....	14
Article 4.3.4	Localisation des points de rejet visés par le présent arrêté.....	14
Article 4.3.5	Conception et aménagement des ouvrages de rejet.....	15
Article 4.3.6	Points de prélèvement.....	15
Article 4.3.7	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	15
Article 4.3.8	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement.....	15
Article 4.3.9	Valeurs limites de rejets.....	15
TITRE 5	DECHETS.....	17
Article 5.1.1	Limitation de la production de déchets.....	17
Article 5.1.2	Séparation des déchets.....	17
Article 5.1.3	Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets	17
Article 5.1.4	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	17
Article 5.1.5	Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	18
Article 5.1.6	Transport	18
Article 5.1.7	Registre.....	18
TITRE 6	PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	18
CHAPITRE 6.1	DISPOSITIONS GENERALES.....	18
Article 6.1.1	Aménagements.....	18
Article 6.1.2	Véhicules et engins	18
Article 6.1.3	Appareils de communication	18
CHAPITRE 6.2	NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	18
Article 6.2.1	Valeurs limites d'émergences	18
Article 6.2.2	Niveaux limites de bruit	19
TITRE 7	PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	19
CHAPITRE 7.1	PRINCIPES DIRECTEURS	19
CHAPITRE 7.2	CARACTERISATION DES RISQUES.....	19
Article 7.2.1	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement.....	19
Article 7.2.2	Zonage des dangers internes à l'établissement	20
CHAPITRE 7.3	INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	20
Article 7.3.1	Accès et circulation dans l'établissement	20
Article 7.3.2	Bâtiments et locaux.....	20
Article 7.3.3	Installations électriques – Mise à la terre	20
Article 7.3.4	Zones à atmosphère explosible.....	21
Article 7.3.5	Protection contre la foudre.....	21
Article 7.3.6	Comportement au feu des bâtiments.....	21
Article 7.3.7	Eclairage artificiel et chauffage des locaux	22
Article 7.3.8	Aménagement et organisation du stockage des matières plastiques.....	22
Article 7.3.9	Stockage de matières plastiques à l'extérieur des bâtiments.....	22
CHAPITRE 7.4	GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	23
Article 7.4.1	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	23
Article 7.4.2	Vérifications périodiques.....	23
Article 7.4.3	Interdiction de feux.....	23
Article 7.4.4	Formation du personnel.....	23
Article 7.4.5	Travaux d'entretien et de maintenance.....	24
CHAPITRE 7.5	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	24
Article 7.5.1	Organisation de l'établissement	24
Article 7.5.2	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	24
Article 7.5.3	Rétentions	24
Article 7.5.4	Réservoirs	25
Article 7.5.5	Règles de gestion des stockages en rétention.....	25
Article 7.5.6	Stockage sur les lieux d'emploi.....	25

Article 7.5.7	Transports – Chargement – Déchargement.....	25
Article 7.5.8	Elimination des substances ou préparations dangereuses.....	25
CHAPITRE 7.6	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	26
Article 7.6.1	Définition générale des moyens.....	26
Article 7.6.2	Entretien des moyens d'intervention.....	26
Article 7.6.3	Moyens de secours.....	26
Article 7.6.4	Consignes de sécurité	27
Article 7.6.5	Accessibilité.....	27
TITRE 8	SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	27
CHAPITRE 8.1	PRINCIPES ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE	27
CHAPITRE 8.2	MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L' AUTOSURVEILLANCE	27
Article 8.2.1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	27
Article 8.2.2	Relevé des prélèvements d'eau	28
Article 8.2.3	Surveillance des eaux de refroidissement	28
Article 8.2.4	Surveillance des eaux industrielles.....	28
Article 8.2.5	Mesure périodique des rejets.....	28
Article 8.2.6	Contrôle des nuisances sonores.....	28
CHAPITRE 8.3	INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	29
Article 8.3.1	Actions correctives.....	29
Article 8.3.2	Transmission des résultats.....	29

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CIMEST dont le siège social est situé au 10, route de Vecoux – 88360 RUPT SUR MOSELLE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur la parcelle n° 270 section AV de la commune de RUPT SUR MOSELLE, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Suppression des prescriptions relatives aux actes administratifs antérieurs au présent arrêté

Les récépissés préfectoraux de déclaration suivants sont abrogés :

- récépissé de déclaration du 23 juillet 1981 relatif à la transformation de matières plastiques par moulage sur presse à injecter ;
- récépissé de déclaration du 13 septembre 1988 relatif à la création d'un entrepôt couvert ;
- récépissé de déclaration du 27 août 1997 relatif à l'extension du bâtiment industriel.

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Chapitre 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

INSTALLATIONS	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Seuil de classement	Rayon d'affichage
Transformation de polymères par injection	25 t/j	2661 – 1 / a	A	1 km
Stockage de polymères (matière plastique, caoutchouc, élastomères, ...)	1.260 m ³	2662 – a	A	2 km
Transformation de polymères par broyage	3 t/j	2661 – 2/b	D	–
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	4.200 m ³	2663 – 2/b	D	–
Revêtement mécanique ou traitement par une ligne de décapage alcalin des moules par lessive de soude	430 litres	2565 - 2/b	D	–
Installation de compression et de réfrigération	241 kW	2920 – 2/b	D	–
Stockage de gaz inflammables	260 kg	1412	NC	–

INSTALLATIONS	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Seuil de classement	Rayon d'affichage
Dépôt de liquides inflammables	Capacité équivalente : 135 litres	1432	NC	—
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	500 m ³	1530	NC	—
Travail mécanique des métaux et alliages	32,1 kW	2560 - 2	NC	—
Fabrication par extraction, synthèse, broyage et emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturel	150 kg/j	2640	NC	—
Atelier de charge d'accumulateurs	2 chargeurs de batterie	2925	NC	—

Chapitre 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation, dont la référence est le dossier installation classée déposé le 03 mars 2005 aux services préfectoraux et de son complément du 07 septembre 2005.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 1.4 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.4.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4.2 Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.4.3 Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 1.4.4 Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt.

La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site.

Chapitre 1.5 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes ont été notifiés ;
- 2° par des tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 551-1 du Code de l'Environnement dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée de la société CIMEST que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Chapitre 1.6 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail et le Code Général des Collectivités Territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.7 CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin ou dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires, que des contrôles spécifiques ou inopinés, ainsi que des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme agréé à cet effet. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 2 GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Chapitre 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Chapitre 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant doit prendre les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site est maintenu propre et entretenu en permanence.

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leurs périphériques font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement, ...).

Chapitre 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

La société CIMEST est tenue de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté d'autorisation ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registre répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement des techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3 Odeurs

Toute disposition doit être prise pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation ou merlons doivent être prévus.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5 Emissions et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, ...).

Chapitre 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Le (ou les) point(s) de rejet des effluents atmosphériques canalisés des installations de transformation de polymères par injection doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Chaque canalisation de rejet d'effluent canalisé, nécessitant un suivi, doit être pourvue d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NF X 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Article 3.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.

1 - Poussières totales :

Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

2 - Composés organiques volatils (COV) à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30% de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs). Le flux annuel des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus, avec les produits ou préparations, dans un récipient fermé hermétiquement.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 4.1.1 Approvisionnement

L'approvisionnement en eau de la société CIMEST a deux origines :

- le réseau d'eau communal d'adduction d'eau potable passant le long de la RD 35 ;
- un forage privé d'une profondeur d'environ 10 mètres, l'eau provenant des alluvions quaternaires de la Moselle.

Le puits est implanté dans l'enceinte de l'établissement, sa localisation selon les coordonnées Lambert est la suivante :

- X : 920819.70
- Y : 3373125

Article 4.1.2 Consommation d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à la quantité suivante :

- débit : 120 m³/h ;
- consommation annuelle : 500.000 m³.

La capacité maximale de pompage est fixée à 84 m³/h dans la nappe alluviale de la Moselle.

Article 4.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, doivent être installés afin d'isoler le réseau d'eau de l'établissement du réseau public et du forage en nappe.

Article 4.1.4 Mise en service et cessation d'utilisation d'un forage en nappe

Avant la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service du forage actuel, la société CIMEST devra, au préalable, porter à la connaissance du préfet un document d'information contenant tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique des travaux envisagés.

Lors de la réalisation et en cas de cessation d'utilisation d'un forage, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

Les mesures de prévention prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un rapport de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.

Chapitre 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux Chapitre 4.2 et Chapitre 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement. En aucun cas, la dilution ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Le rejet, direct ou indirect, d'effluents même traités dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté est interdit.

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours et d'incendie.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit, entre autre, faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toute sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5 Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.6 Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Chapitre 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1 Identification des effluents

Les effluents de la société sont constitués par les eaux industrielles, les eaux de refroidissement des presses de l'atelier Cimest 1, les eaux de voirie et de toiture, les eaux sanitaires.

Article 4.3.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 4.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.4 Localisation des points de rejet visés par le présent arrêté

Les eaux de l'établissement sont rejetées dans les conditions suivantes :

Origine	Utilisation	Quantité rejetée	Traitement	Exutoire
Réseau communal	Sanitaires	0,8 m ³ /j	Fosse sceptique et lit d'épandage	Assainissement autonome
Eaux pluviales de toiture	-	-	-	Moselle
Eaux pluviales de voirie	-	-	Séparateur(s) d'hydrocarbures	Moselle
Eaux industrielles	Décapage alcalin des moules	Surverse du bac de rinçage des moules : 3 m ³ /jour Fonctionnement moyen hebdomadaire : 3 heures	Contrôle pH avant rejet	Moselle
	Condensats compresseur	Purges	Ultrafiltration	Moselle
Eaux de refroidissement	Atelier Cimest 1 / circuit ouvert	2.000 m ³ /j	-	Moselle

	Atelier Cimest 2 / circuit fermé	Purges contenant du glycol	-	Déchets
--	-------------------------------------	----------------------------	---	---------

Article 4.3.5 Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Le dispositif de rejet des effluents aqueux doit être aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6 Points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts, de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ou d'entraver leur bon fonctionnement.

Les effluents rejetés ne doivent pas comporter de substances toxiques nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

Article 4.3.8 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales et de voirie non polluées, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de refroidissement.

Le réseau de collecte des eaux de voirie susceptibles d'être polluées sera pourvu, avant rejet, d'un séparateur d'hydrocarbures convenablement dimensionné et à obturation automatique. L'échéance pour la mise en place du séparateur d'hydrocarbures est fixée au 31 décembre 2007.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 4.3.9 Valeurs limites de rejets

4.3.9.1 Eaux pluviales

Les eaux pluviales et de voirie seront collectées dans un réseau réservé à cet effet. Elles ne pourront être rejetées à la Moselle que si les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
pH	5,5 < pH < 8,5
MES	35

DCOeb	125
DBOeb	30
Hydrocarbures totaux	10

4.3.9.2 Eaux de refroidissement atelier presses Cimest 1

Les eaux de refroidissement de l'atelier presses Cimest 1 seront collectées dans un réseau réservé à cet effet. Elles ne pourront être rejetées à la Moselle que si les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MES	35
DCOeb	125
Hydrocarbures totaux	10

4.3.9.3 Eaux de refroidissement atelier presses Cimest 2

Les eaux de refroidissement de l'atelier presses Cimest 2 sont recyclées en totalité en circuit fermé. Leur élimination sera effectuée conformément aux dispositions du TITRE 5 relatif au traitement et à l'élimination des déchets.

4.3.9.4 Eaux usées industrielles

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (article L. 35-8 du Code de la Santé Publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Paramètres	Concentration
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MES	35 mg/l
DCOeb	125 mg/l
Indice hexavalent (NFT 90-112)	0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
Cyanures (ISO 6703/2)	0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
Métaux totaux (NFT 90-112)	15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

4.3.9.5 Eaux sanitaires

La société doit éliminer ses eaux domestiques vers un dispositif d'épuration autonome conforme à la réglementation en vigueur.

TITRE 5 DECHETS

Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

La société CIMENT effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999 modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installation d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installation d'élimination).

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et les eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

Article 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

La société CIMENT élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement en s'assurant que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des rebuts de moulage, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.1.6 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7 Registre

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de l'ensemble de ces déchets. Pour les déchets dangereux, un registre (nature, tonnage, filière d'élimination) doit être tenu à jour.

La codification des déchets est effectuée conformément au décret n° 2002-540 du 18 avril 2002.

Les documents justificatifs doivent être conservés pendant au moins 5 ans.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1 Aménagements

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application.

Article 6.1.3 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergences

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h, ainsi que les dimanches et les jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Identification du point de mesure	Localisation du point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
		Période diurne (7 à 22 h), sauf dimanches et jours fériés	Période nocturne (22 à 7 h), ainsi que les dimanches et jours fériés
Point 1	Limite de propriété Est	47,5	42
Point 2	Limite de propriété Sud	57	44,5
Point 3	Limite de propriété Ouest	52	50
Point 4	Limite de propriété Nord	53	49

Les émissions de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée.

TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans des conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Chapitre 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

Article 7.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

La société CIMEST doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du Code du Travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Article 7.2.2 Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans des plans de secours s'ils existent.

Chapitre 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 7.3.1 Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, l'installation doit être rendue inaccessible aux personnes étrangères.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.2 Bâtiments et locaux

Les deux ateliers d'injection plastique et les locaux de stockage des matières plastiques doivent être implantés à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si les installations sont séparées des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les ateliers d'injection plastique, d'outillage et les locaux de stockage des matières plastiques ne doivent pas être surmontés de locaux occupés par des tiers ou habités

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des installations et habitations voisines de l'établissement.

Article 7.3.3 Installations électriques – Mise à la terre

Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la réglementation du travail et entretenues par un personnel qualifié, avec un matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine. Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilisés.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.4 Zones à atmosphère explosible

Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants parasites.

Article 7.3.5 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française NF C 17 100 ou à toute autre norme en vigueur dans un état membre de la C.E. ou présentant des garanties équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, la société CIMEST adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par elle et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Article 7.3.6 Comportement au feu des bâtiments

Le compartimentage du bâtiment industriel sera réalisé au moyen de murs séparatifs ordinaires en matériau coupe-feu de degré 2 heures terminant sous bac.

Les locaux incendie et transformateurs sont équipés de portes coupe feu de degré 2 heures, les portes seront en position normale « ouvertes » dite « positives ».

En cas d'inoccupation des ateliers, les rideaux métalliques séparant les zones de travail seront fermés manuellement.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les ateliers d'injection plastique sont séparés des installations de stockage des matières plastiques (à l'exception des en-cours de fabrication, stockage de containers limité aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation.

L'éclairage zénithal des ateliers d'injection plastique et des bâtiments de stockage des matières plastiques n'excède pas 10% de la surface géométrique de la couverture de ces locaux. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

Les ateliers d'injection plastique, d'outillage et les locaux de stockage des matières plastiques doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2% de la surface géométrique de la couverture. D'autre part, ces dispositifs seront isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 pour les nouvelles installations et les remplacements des moyens existants. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Article 7.3.7 Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé dans les ateliers d'injection plastique et les locaux de stockage des matières plastiques. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des aires de transformation et de stockage doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires de transformation et de stockage.

Article 7.3.8 Aménagement et organisation du stockage des matières plastiques

En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.

De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

Article 7.3.9 Stockage de matières plastiques à l'extérieur des bâtiments

Les aires de réception et de stockage des matières premières et produits finis doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leurs dimensionnements sont adaptés aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires. Les stockages doivent être situés à plus de 10 mètres des façades du bâtiment.

La hauteur des piles de matières usagées combustibles ne devra pas excéder 3 mètres et la distance d'éloignement des piles de la clôture de l'établissement devra être au moins égale à la hauteur des piles.

Les piles de matières usagées devront être constituées en îlots de stockage clairement matérialisés au sol. Chaque ensemble est séparé d'autres îlots par des allées de 4 mètres de large, la surface maximale de chaque îlot au sol est de 70 m².

Les produits finis entreposés en « big-bag » à l'extérieur des bâtiments forment des blocs limités et matérialisés au sol de la façon suivante :

- espace entre blocs et la clôture de l'établissement : 4 mètres,
- espace entre deux blocs : 0,50 mètre,
- chaque ensemble de 4 blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 1 mètre de large.

Chapitre 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Article 7.4.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien,...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositions de sécurité.

Les consignes d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

Article 7.4.2 Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement et de la conduite des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 7.4.3 Interdiction de feux

En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 7.4.4 Formation du personnel

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 7.4.5 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Chapitre 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.2 Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.5.3 Rétentions

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique ou chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en permanence.

L'aire de déchargement de véhicules-citernes de fuel doit être étanche et disposée en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention convenablement dimensionnée.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol, d'une hauteur appropriée au risque, ou tout autre dispositif équivalent sépare toutes ces aires et locaux de l'extérieur ou d'autres aires et locaux. Les produits recueillis sont récupérés ou traités conformément au TITRE 5 du présent arrêté.

Article 7.5.4 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.5.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

Article 7.5.6 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.5.7 Transports – Chargement – Déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Article 7.5.8 Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit la filière déchets la plus appropriée.

Chapitre 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 7.6.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'incendie. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude de dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 7.6.2 Entretien des moyens d'intervention

Ces moyens sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.3 Moyens de secours

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie, définis sous la responsabilité de l'exploitant, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont constitués au minimum par les éléments suivants :

- des extincteurs portatifs et sur roues, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;
- réserves de sable maintenu meuble et sec avec pelles ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les fiches de sécurité mises à jour et disponibles pour les services d'incendie et de secours ;
- une réserve d'eau ou un dispositif équivalent située à proximité du site et correspondant au minimum à une réserve d'extinction de deux heures pour un débit de 60 m³/h. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, la société CIMEST s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente ;
- un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ;
- un réseau d'eau sprinkler de 770 m³ alimentant les ateliers production Cimest 1 et 2, les stockages de matières premières, de conditionnement et de produits finis, les ateliers de maintenance et les locaux sociaux.

Les matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles, en bon état extérieur et portent une marque de vérification valide. Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.

Article 7.6.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées à l'Article 7.2.2 ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions d'élimination prévues à l'Article 5.1.3 ;
- les conditions de délivrance des « permis de travail » et des « permis de feu » visés à l'Article 7.4.3 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 7.6.5 Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services de secours et d'incendie. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de l'installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

TITRE 8 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 8.1 PRINCIPES ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence, pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Chapitre 8.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

Article 8.2.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.

Les mesures sont effectuées, lorsque cela est possible, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 sont respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Article 8.2.2 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure directe de volume totalisateur ou disposeront d'un autre moyen permettant de connaître le volume d'eau prélevé.

Le relevé de ce dispositif doit être hebdomadaire, et ces informations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.3 Surveillance des eaux de refroidissement

L'exploitant doit pouvoir, par des moyens appropriés, s'assurer à tout moment que l'eau utilisée pour le système de refroidissement de moules des presses de l'atelier Cimest 1 n'a pas de contact direct avec les zones plastiques refroidies.

Article 8.2.4 Surveillance des eaux industrielles

Un contrôle du pH est effectué avant rejet sur les effluents du bac de rinçage alcalin des moules. Le pH est mesuré et enregistré avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées.

Dans le cas d'un traitement des effluents en continu, le pH est mesuré et enregistré en continu et est couplé à une alarme entraînant l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau lors d'un pH non conforme.

Le système de rinçage doit être conçu et exploité de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible, par exemple par la mise en œuvre de rinçages cascades à contre-courant ou de procédés de recyclage et de régénération.

La société CIMEST tient à jour un schéma de l'atelier de décapage alcalin des moules faisant apparaître les circuits de circulation des fluides (eaux, liquides concentrés de toutes origines).

Article 8.2.5 Mesure périodique des rejets

Une mesure des débits rejetés et de la concentration des polluants visés aux points 4.3.9.1, 4.3.9.2 et 4.3.9.4 doit être effectuée par un organisme agréé, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins une fois par an.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Jusqu'à la fin de l'échéance fixée au 31 décembre 2007 pour l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures prévu à l'article 4.3.8, une mesure trimestrielle des eaux pluviales sur les paramètres fixés à l'article 4.3.9.1 sera effectuée par un organisme agréé. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 8.2.6 Contrôle des nuisances sonores

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence des émissions de l'établissement doit être effectuée au moins tous les trois ans.

Chapitre 8.3 INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

Article 8.3.1 Actions correctives

L'exploitant prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 8.3.2 Transmission des résultats

Un bilan annuel des consommations d'eau est transmis, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année suivante au service de l'inspection des installations classées. Ce document doit faire apparaître les éléments suivants :

- les contraintes et les justifications techniques ou/et économiques pour l'utilisation d'eau en circuit ouvert des presses de l'atelier Cimest 1, accompagnées de délai de réalisation visant à terme le fonctionnement en circuit fermé de la totalité des eaux de refroidissement de l'établissement ;
- les résultats des mesures prévues à l'Article 8.2.5 du présent arrêté ;
- une analyse des dispositions prévues pour respecter les prescriptions fixées de l'Article 8.2.2 à Article 8.2.4.

Les résultats des mesures réalisées en application des Article 8.2.1 et Article 8.2.6 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 10 :

L'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 11 :

En cas d'inobservations des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 12:

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy est fixé à :

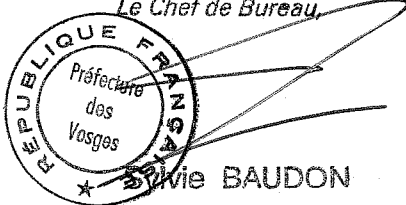
- deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 13 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, l'inspecteur des installations classées et le Maire de Rupt-sur-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Cimest et dont copie conforme sera déposée à la Mairie de Rupt-sur-Moselle et pourra y être consultée. Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de Rupt-sur-Moselle pendant une durée minimum d'un mois et en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Pour Copie Conforme

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,



Epinal, le 18 JAN. 2007

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

A large, stylized signature in black ink, written over the text 'Le Secrétaire Général'.

Charles-Edouard TOLLU